

Gérard CAUDRON

Maire



Vice-Président de la Métropole Européenne de Lille

Nous, Maire de VILLENEUVE D'ASCQ,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu l'arrêté n°22-AT-30906 en date du 02/06/2022

Considérant que le chantier n'est pas terminé, notre arrêté doit être prolongé.

N°22-AT-31339

ARRÊTONS

ARTICLE 1

Les dispositions de l'arrêté 22-AT-30906 du 02/06/2022, portant réglementation de la circulation :

- ALLEE DES FAUVETTES (dans sa partie comprise entre la rue des Fusillés et la rue du Pron)
- RUE GEORGES DELEBART (du fond de l'impasse à la rue des Fusillés)
- RUE DU MELANTOIS (dans sa partie comprise entre la rue Delebart et la rue de l'Abbé Gilleron)
- RUE DE L ABBE GILLERON (du fond de l'impasse à la rue des Fusillés)

, sont prorogées jusqu'au 30/09/2022.

ARTICLE 2

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de Police de Villeneuve d'Ascq, Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale de Lille et Monsieur le Chef de la Police Municipale de Villeneuve d'Ascq sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché selon la réglementation en vigueur et dont une ampliation sera adressé à : Police Municipale, SDIS, Monsieur Grégory GUILLEMIN (AXEO TP), Monsieur le Président de la Métropole Européenne de Lille et ESTERRA.

Fait à VILLENEUVE D'ASCQ,

le 14/09/2022

Le Maire,

Gérard CAUDRON



Affiché le : **15 SEP. 2022**

DIFFUSION :

- Monsieur Grégory GUILLEMIN (AXEO TP)
- Police Municipale
- SDIS
- CRICR
- ESTERRA
- ILEVIA
- Direction Départementale de la Sécurité Publique
- POLICE NATIONALE
- GENDARMERIE
- Mairie Hôtel de Ville
- Mairies de Quartiers
- MEL (1)
- WEBMAESTRE

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06.01.1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.

Hôtel de Ville - BP80089 - 59652 Villeneuve d'Ascq Cedex

Tél. : 03 20 43 50 50

www.villeneuvedascq.fr

Gérard CAUDRON

Maire



Vice-Président de la Métropole Européenne de Lille

Nous, Maire de VILLENEUVE D'ASCQ,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-21-1, R. 413-1 et R. 417-11

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Considérant que des travaux sur réseaux ou ouvrages d'eau potable (renouvellement de la canalisation et des branchements individuels) par l'entreprise AXEO TP pour le compte d'ILEO rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée du stationnement et de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, du 13/06/2022 au 13/09/2022 ALLEE DES FAUVETTES, RUE GEORGES DELEBART, RUE DU MELANTOIS et RUE DE L ABBE GILLERON

N°22-AT-30906

ARRÊTONS

ARTICLE 1

À compter du 13/06/2022 et jusqu'au 13/09/2022, les prescriptions suivantes s'appliquent :

PHASE 1 : ALLEE DES FAUVETTES (dans sa partie comprise entre la rue des Fusillés et la rue du Pron) et RUE GEORGES DELEBART (du fond de l'impasse à la rue des Fusillés)

PHASE 2 : RUE DU MELANTOIS (dans sa partie comprise entre la rue Delebart et la rue de l'Abbé Gilleron)

PHASE 3 : RUE DE L ABBE GILLERON (du fond de l'impasse à la rue des Fusillés) :

- La circulation des véhicules est interdite de 8h00 à 17h00. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux, véhicules de police, véhicules de secours et ESTERRA et pour l'allée des Fauvettes.
- Le stationnement des véhicules est interdit. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux véhicules de l'entreprise exécutant les travaux, véhicules de livraison, véhicules de police et véhicules de secours. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédents est considéré comme très gênant au sens de l'article R. 417-11 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate ;
- La vitesse maximale autorisée des véhicules est fixée à 20 km/h ;
- Un rétrécissement de chaussée par B15+C18, compte tenu d'un empiètement temporaire sur une partie de la chaussée, entraîne une modification des conditions de circulation.

ARTICLE 2

Il sera demandé à l'entreprise de rétablir la circulation au plus tard à 19h00.

ARTICLE 3

Durant cette période, la circulation des piétons, des personnes à mobilité réduite et des cyclistes sera maintenue en permanence par un itinéraire de déviation sécurisé sur une largeur de 1,20m minimum mis en place par AXEO TP.

ARTICLE 4

Durant cette période, l'accès aux habitations sera maintenu en permanence par AXEO TP et la collecte des ordures ménagères devra être facilitée avant le passage de la société de ramassage: Les bacs de collecte doivent être sortis sur la voie publique dans un espace accessible aux véhicules de ramassage et occuper une place soit sur le trottoir soit sur la chaussée de telle façon que la libre circulation des piétons et des personnes à mobilité réduite sont prioritaires et qu'aucun bac ne doit leur faire obstacle ni les obliger à descendre sur la chaussée.

ARTICLE 5

La pose, l'entretien et l'éclairage de la signalisation temporaire de chantier se feront à la diligence et sous la responsabilité de AXEO TP demeurant Première Avenue Port Fluvial 59211 SANTES représentée par Monsieur Grégory GUILLEMIN pour une meilleure information des riverains, l'arrêté sera affiché sur les lieux d'intervention 48H avant le démarrage des travaux et AXEO TP joindra la Police Municipale au 03.20.34.34.34 qui pourra procéder au constat.

ARTICLE 6

En cas de défaillance de l'entreprise au niveau de la propreté, la ville pourra se substituer à elle et faire exécuter le nettoyage au frais de AXEO TP.

ARTICLE 7

En cas d'emprise au sol, les demandeurs devront fournir à la ville copie de l'autorisation de permission de voirie délivrée par le propriétaire de la voie.

ARTICLE 8

Les renseignements auprès des concessionnaires du sous-sol seront à obtenir par le demandeur et il lui appartiendra de faire les déclarations (DICT) et de se conformer au règlement de voirie en vigueur.

ARTICLE 9

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, AXEO TP.

ARTICLE 10

Dès la fin de l'occupation, le bénéficiaire est tenu d'enlever tous les panneaux de déviation et de signalisation routière, de rétablir dans l'état initial la voie et ses dépendances et de réparer tout dommage qui aura pu y être causé.

ARTICLE 11

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de Police de Villeneuve d'Ascq, Monsieur le Commandant de la Gendarmerie Nationale de Lille et Monsieur le Chef de la Police Municipale de Villeneuve d'Ascq sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché selon la réglementation en vigueur et dont une ampliation sera adressée à :

ESTERRA, Police Municipale, SDIS, Direction Départementale de la Sécurité Publique, Monsieur Grégory GUILLEMIN (AXEO TP), ILEVIA et Monsieur le Président de la Métropole Européenne de Lille.

Fait à VILLENEUVE D'ASCQ,
le 02/06/2022
Le Maire,

Gérard CAUDRON



Pour le Maire empêché,
Maryvonne Girard
Première adjointe

Affiché le : **07 JUIN 2022**

DIFFUSION:

- AXEO TP
- ESTERRA
- SDIS
- Direction Départementale de la Sécurité Publique
- Police Municipale
- ILEVIA
- POLICE NATIONALE
- GENDARMERIE
- Mairies de Quartiers
- Mairie de Hôtel de Ville

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication. Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.